

BULLETIN D'INFORMATION SUR LA POPULATION DE MADAGASCAR



Numéro 26 - Avril 2007

Jeunes et toxicomanie à Antananarivo

« 65% des jeunes des quartiers défavorisés touchent à la drogue (...) c'est dans les établissements scolaires que les adolescents côtoient l'univers de la drogue ». Cette information à la Une du journal Les Nouvelles (27 janvier 2007) ne peut que nous interpeller. Il ne passe pas une semaine sans que les médias ne parlent de saisie ou d'un fait divers relatif à l'abus de drogues. La fréquence des informations sur les drogues publiées par les médias à Madagascar donne à penser, à tort, que nous connaissons bien le problème de la toxicomanie. En fait, la connaissance que nous avons reste bien mince même si plusieurs études ponctuelles convergent en effet vers l'idée que les jeunes sont particulièrement touchés par la toxicomanie. Une étude menée dans le cadre du DEA "Population et Développement" (Institut Catholique de Madagascar) en 2005 avait proposé une analyse tout à fait intéressante de l'abus de drogue au sein des populations scolarisées dans quelques établissements de l'enseignement secondaire dans la commune urbaine d'Antananarivo.

Un manque de données sur les drogues

L'Afrique reste le continent pour lequel il existe le moins de données sur la drogue. Beaucoup de gouvernements africains ne possèdent aucune source d'information sur la toxicomanie. L'absence de données fiables contribue au peu d'attention portée à ce phénomène qui a des répercussions sur la santé des populations, l'économie des pays, etc. C'est pour palier à ce manque de données que l'ONUDC (Organisation des Nations Unies pour la lutte contre la Drogue et la Criminalité) a lancé des programmes de collecte d'information sur les drogues et sur la criminalité en Afrique. Parmi ses nombreuses activités, l'ONUDC a effectué deux enquêtes dans deux pays africains : l'un francophone et l'autre anglophone. Madagascar a été sélectionné parmi les pays francophones. Le principal objectif de ce programme est d'aider les Etats Membres à se doter des moyens permettant de recueillir des données pertinentes pouvant être comparées à l'échelon international et d'évaluer l'ampleur et les tendances de l'abus de drogue aux niveaux de la population générale, scolaire et des groupes spécifiques. Les données ainsi

recueillies sont dès lors exploitables au niveau du système éducatif et de la santé publique. Cette enquête a été menée à Madagascar, elle portait sur la prévalence de l'abus de drogues en milieu scolaire. Elle a été réalisée au courant de l'année 2004. Les enquêtes ont été réalisées dans cinq sites : deux Grands Centres Urbains (C.G.U.) Antananarivo et Antsirabe et trois Centres Urbains Secondaires Ankazobe, Manjakandriana et Tsiroanimandidy. Elles ont concerné au total 49 établissements scolaires du secondaire tant publics que privés. L'effectif total de la population d'élèves enquêtés est de 1171, ils ont entre 15 et 19 ans révolus.

Avant de présenter les résultats des enquêtes sur les jeunes et la drogue, il est nécessaire de rappeler quelques repères historiques et juridiques sur la drogue à Madagascar

Quelques rappels et quelques repères

Il existe un vieil adage relatif au cannabis, qui reste la drogue de prédilection des Malgaches, qui dit « Ny rongony dia tahaky ny bozaka ka raha doroana dia vao maika maniry. » - « Le

cannabis est comme la mauvaise herbe, plus on la brûle, mieux elle pousse ». Pour le Malgache donc, l'éradication de la drogue tient de l'impossible. Pourtant des mesures de répression ou d'interdiction de culture et de consommation du cannabis existent à Madagascar depuis le 18^{ième} siècle. Andrianampoinimerina avait par exemple interdit les plantations de *rongony* (cannabis). Cependant, la population en consommait à l'insu du Roi. Au 19^{ième} siècle, parurent les Chartes de Collectivités Traditionnelles des régions de Hautes Terres qui condamnaient la consommation de cannabis. Même le code des 305 articles promulgué le 29 mars 1881 prévoyait, en son article 181, l'interdiction des cultures de plantes constituant la source végétale des drogues illicites (pavots et cannabis). L'évolution de la répression d'une telle consommation ne s'arrêtait pas là, un décret du 9 octobre 1915 prohibait la préparation, le colportage, la vente et la consommation du chancre à fumer.

Durant la colonisation, deux décrets se succèdent : le décret du 12 novembre 1916 réprimant l'importation, le commerce, la détention et l'usage de substances vénéneuses dont l'opium et la morphine et le décret du 20 avril 1919 classant les substances vénéneuses. L'arrêté n° 145/ CG du 23 mai 1958 a réitéré l'interdiction de la culture et de la détention de cannabis. Ces textes ont été abrogés par l'ordonnance n° 60-073 du 28 juillet 1960 qui prohibait la culture du chanvre et en interdisait la préparation, le transport, la vente, la détention et la consommation. A son tour, cette ordonnance fut abrogée par la loi n° 97-039 du 4 novembre 1997 sur le contrôle des stupéfiants, des substances psychotropes à Madagascar. C'est cette loi qui constitue encore, aujourd'hui, le support juridique et réglementaire des mesures de répression en matière d'abus de drogues. Par cette loi, Madagascar dispose d'un cadre juridique adéquat qui traite de l'essentiel de la problématique de la lutte contre l'abus de drogues et qui est globalement, en harmonie avec les principales dispositions des Conventions Internationales.

Malgré ce contexte particulièrement répressif, les enquêtes montrent que les drogues et particulièrement le *rongony* circulent et sont consommées par la population, notamment par

les jeunes. C'est ce que révèle l'enquête de l'ONUUDC.

La drogue n'est pas inconnue des jeunes

Les résultats présentés ici concernent uniquement les 43 établissements scolaires de l'enseignement secondaire se trouvant dans le G.C.U. d'Antananarivo, concernant *Antananarivo Renivohitra* et dans la capitale, *Antananarivo Atsimondrano*, *Antananarivo Avaradrano* et *Ambohidratrimo*. La population scolaire qui nous intéresse, soit celle d'Antananarivo, représente 70% de la population totale des élèves (821 élèves). Cette population scolaire est constituée de 51% de garçons et de 48% de filles. Cinquante-quatre pour cent viennent d'établissements publics.

La quasi totalité des élèves (98%) ont déjà entendu parler de drogue. Cette connaissance de la drogue porte non seulement sur les substances mais également sur les effets que pourrait engendrer l'abus d'une telle substance. La majorité des enquêtés affirme qu'il leur est « facile » ou « assez facile » de se procurer de la drogue, notamment du cannabis. L'enquête révèle que 85% des élèves ont déjà eu l'occasion de voir différents types de drogues soit de leurs propres yeux soit – le plus souvent – à travers des documentaires ou des reportages sur le sujet. Le cannabis est le type de drogue le plus mieux connu par les jeunes. Près d'un élève sur cinq (19%) enquêtés à Antananarivo déclarent avoir déjà consommé de la drogue. Cette pratique est relativement précoce puisque 47% de ces consommateurs sont encore au collège.

Tous les groupes d'âges enquêtés sont concernés par l'usage de drogues: à 15 ans, 7% des garçons et 3% des filles ont déjà consommé au moins une fois de la drogue. La pourcentage augmente régulièrement pour les garçons jusqu'à atteindre 23% à 19 ans. Chez les filles le pourcentage maximum est observé à 18 ans (6%).

La consommation de drogues est un comportement avant tout masculin : 83% des élèves ayant déjà consommé une drogue sont des garçons. Dans cette population d'élèves, l'usage de la drogue se fait dans un contexte social particulier : la majorité de ceux qui ont

consommé de la drogue le font entre amis (69%), une minorité le fait seul (10%) ou avec un membre de sa famille (9%). Il semble que ces jeunes se laissent tenter par la drogue sous la pression de leur entourage amical « par curiosité » ou « pour faire comme les autres » et par crainte d'être isolé de leur groupe d'amis. Le cannabis reste la drogue la plus consommée (81% des élèves ayant déjà consommé de la drogue). Cependant « avoir déjà consommé de la drogue » ne signifie pas être dépendant d'une drogue. La majorité des jeunes ayant déjà consommé une drogue (56%) ne l'ont fait qu'une fois, très rares sont ceux qui se droguent régulièrement. Le profil le plus fréquent est l'élève qui une fois a fumé du cannabis en compagnie de ses amis.

Pourquoi des jeunes se droguent-ils ?

Tenter de répondre à la question : « Pourquoi les jeunes prennent-ils des drogues ? » est assurément complexe et hasardeux. Cependant l'enquête permet de donner quelques réponses à cette question. Parmi les élèves qui ont déjà eu recours à la drogue, la moitié disent l'avoir fait par curiosité (49%), d'autres affirment l'avoir fait parce qu'ils étaient sous l'influence d'amis ou de pairs (23 %). La drogue peut aussi être vue par les jeunes comme un moyen d'oublier certaines difficultés : oublier des problèmes personnels (6,0%), les dissensions au sein du foyer (4,3 %), les déceptions amoureuses (3,5%), etc.

La nécessité de campagnes de prévention

Les jeunes sont une population particulièrement vulnérable et particulièrement influençable. L'usage de drogues est dangereux pour la santé de n'importe quel consommateur mais les effets peuvent être encore plus importants si ce

consommateur est jeune. Des campagnes de prévention sont donc nécessaires auprès des jeunes avec un langage et des supports adaptés à cette population.

Le tabac et l'alcool en plus de la drogue

Enfin, il faut noter que la consommation de cigarettes et d'alcool - deux substances très dangereuses pour la santé mais pas classées dans les drogues - est très fréquente chez les élèves enquêtés. Trente-six pour cent des élèves déclarent consommer de l'alcool et fumer des cigarettes, 25% boivent de l'alcool mais ne fument pas et enfin 2% fument mais ne boivent pas. Il faut noter que près de 13% fument des cigarettes et consomment de la drogue (certainement du cannabis). Le pourcentage des enquêtés qui ne consomment ni drogue, ni cigarettes, ni alcool est faible : 18%. Les filles sont plus nombreuses à ne rien consommer de ces substances (23% contre 14% des garçons) et surtout associent rarement cigarettes et drogue (3% contre 22% des garçons.)

Les quelques résultats que nous avons présentés ici sont très enrichissants et ils montrent bien la nécessité de produire des statistiques sur la question des drogues et de la toxicomanie en Afrique en général et à Madagascar en particulier. Les enquêtes révèlent l'ampleur de la consommation de drogue, d'alcool et de cigarettes. Sans des possibilités de mesure de ces consommations, il est très difficile pour les pouvoirs publics de prendre conscience des conséquences (sanitaires, économiques) de ces comportements chez les jeunes et d'envisager des campagnes de prévention efficaces.

Ando Harinaly Raobijaona

Pour en savoir plus

- La mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie en France

La MIDLT propose un site internet avec de très nombreuses ressources sur la question de la consommation de tabac, d'alcool et de drogue. On peut y trouver notamment un inventaire des outils de prévention, des ressources documentaires, etc.

www.drogues.gouv.fr

- Educ'alcool

Éduc'alcool est un organisme indépendant et sans but lucratif. Il regroupe des institutions parapubliques, des associations de l'industrie des boissons alcooliques et des personnes provenant de divers milieux

(santé publique, universités, journalisme) qui, conscients de leur mission sociale, mettent sur pied des programmes de prévention, d'éducation et d'information pour aider jeunes et adultes à prendre des décisions responsables et éclairées face à la consommation de l'alcool.

<http://www.educalcool.qc.ca>

- L'observatoire français des drogues et des toxicomanies

L'OFDT produit des informations sur les substances licites et illicites. Il renseigne et documente de multiples questions dans le domaine des substances psychoactives et des dépendances. Qui consomme et comment ? Quels produits ? Quels dommages sanitaires et sociaux les usages occasionnent-ils ? Quelles sont les opinions et les perceptions sur les drogues ?

Parmi les nombreux documents téléchargeables sur le site de l'OFDT, signalons :

- *Drogues et dépendances, données essentielles* (2005), La Découverte.

- Le rapport *Règles et usages en matière de tabac : évolution 2002-2006 dans les lycées français*

Sur le site, on peut aussi consulter un répertoire des sources statistiques, destinés aux chercheurs ou étudiants soucieux d'avoir une description précise des différents dispositifs de recueil de données ayant trait au phénomène des drogues et des toxicomanies en France.

<http://www.ofdt.org>

- L'office contre la drogue et le crime

L'office contre la drogue et le crime des Nations Unies publie chaque année un rapport. Le rapport 2007 est consultable à l'adresse suivante:

http://www.unodc.org/unodc/annual_report_2007.html

- L'Organisation mondiale de la Santé

Sur son site, l'OMS propose des informations, des publications, des annonces d'événements sur la question de la santé et des drogues. Parmi les publications de l'OMS consultables, citons:

- *Alcohol, Gender and Drinking Problems: Perspectives from Low and Middle Income Countries*

- *Global Status Report: Alcohol & Young People* (57 pages)

<http://www.who.int>



Se documenter

- La revue Economie Publique

économiepublique / Public Economics est une revue semestrielle à comité de lecture créée en 1998 par Louis-André Gérard-Varet, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Elle s'inscrit dans les trois missions de l'Institut d'Économie Publique (IDEP) : recherche, mise en place d'instruments d'aide à la décision publique et valorisation. Depuis 2001, *économiepublique / Public Economics* a fait évoluer sa ligne éditoriale afin d'élargir le lectorat de la revue. La revue vient de rendre accessibles 5 nouveaux numéros. Parmi les articles téléchargeables :

- Bernard Sinclair-Desgagné, 2005, *Analyse économique et préservation de la biodiversité*, vol.16, n° 1

- Stéphanie Aulong, Katrin Erdlenbruch et Charles Figuières, 2005, *Un tour d'horizon des critères d'évaluation de la diversité biologique*, vol. 16, n° 1

<http://www.economie-publique.fr/>

- Réseau des Etudes africaines en France

La 1ère Rencontre du Réseau des Etudes africaines en France a eu lieu les 29, 30 novembre et 1er décembre 2006 au CNRS à Paris. Les premières communications sont en ligne et les différents ateliers

ont été enregistrés. Vous pouvez d'ores et déjà entendre la journée du mercredi 29 novembre. A noter une intervention de Sophie Moreau (Université de Marne la Vallée) qui parle de ses résultats de recherches à Madagascar (Atelier Etats des savoirs sur les mondes ruraux africains).

<http://www.etudes-africaines.cnrs.fr/>

- Science.gouv.fr

Le Ministère français de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche propose un site-portal avec de très nombreuses ressources sur différentes questions scientifiques. Les ressources sont classées par rubriques (cours, conférences, expositions, etc) et par disciplines (astronomie, biologie, sciences humaines et sociales, etc).

<http://www.science.gouv.fr/index.php>

Sur ce site, on trouve par exemple:

- des liens sur des sites d'animation et de jeux pour les jeunes enfants, en lien avec la science. Les jeunes enfants peuvent par exemple jouer à *Gorilla Gorilla* un jeu de l'oie destiné à sensibiliser le jeune public aux problèmes du braconnage, de la déforestation et des épidémies comme le virus Ebola. Ce site permet aussi d'en savoir plus sur le mode de vie des gorilles.

<http://www.espace-sciences.org/science/images/images-maj/Perso/manipulations/gorilla/gorilla.htm>

- des liens sur des conférences destinés à un publics de chercheurs. Les chercheurs peuvent par exemple voir sur Canal U cette série de quatre conférences, organisée dans le cadre du programme des Recyclades 2004 de la ville de Paris et de la Semaine du Développement Durable. Jean-Jacques Favier, Fernand Alby, Jean-Louis Etienne, Gérard Jugie, Breffni Bolze, Marie-France Roy . scientifiques, explorateurs et spécialistes de l'environnement des milieux dits "extrêmes" témoignent sur leurs expériences en Antarctique ou en Arctique, dans l'espace, sur une île lointaine, à bord de sous-marins ou encore sur les « toits du monde » .

<http://www.canalc2.fr/video.asp?idEvenement=136>

- La revue Médecine d'Afrique Noire

La revue Médecine d'Afrique Noire dispose d'une édition électronique à laquelle on peut s'abonner gratuitement. Vous souhaitez faire des recherches bibliographiques et consulter gratuitement (en texte intégral) tous les articles parus de janvier 1990 à décembre 2001. 53 articles concernent la santé à Madagascar.

<http://www.santetropicale.com>

- *On dirait le Sud...*

Vient de paraître le numéro 41 de la revue Autrepart (IRD). Il s'intitule *On dirait le Sud...* Vous pouvez consulter l'édito sur le site internet de la revue, à l'adresse suivante :

<http://www.autrepart.ird.fr/editos/edito41.htm>



On parle de Madagascar

- Diffusion des travaux universitaires

Signalons la naissance d'un nouveau site, destiné à la diffusion des travaux universitaires à Madagascar, On peut y prendre connaissance d'un mémoire de DEA intitulé *Sur la diffusion du SRI à Madagascar : un goût d'inachevé ?* par Ariel Elyah.

Résumé du mémoire : Le faible taux d'adoption du Système de Riziculture Intensif (SRI) à Madagascar se révèle être la résultante de plusieurs facteurs. Des facteurs techniques sont en cause, mais d'un autre côté, les moyens mobilisés pour la diffusion du SRI sont toujours restés extrêmement limités. Si l'argument technique est régulièrement évoqué pour justifier le non-financement du SRI, les défenseurs de la méthode soutiennent la thèse inverse. Dans ce débat sur l'efficacité de l'innovation, de part et d'autre, l'objectivité a souvent fait place à des arguments d'ordre idéologique visant à protéger la raison d'être même des institutions. Les conflits d'intérêts au niveau institutionnel, loin d'être spécifiques au SRI, demeurent très peu étudiés du point de vue de la recherche sociologique, confinée plus ou moins volontairement au seul niveau du milieu rural. Pourtant ces interactions déterminent, dans une large mesure, les moyens techniques et financiers de la diffusion des innovations agricoles, et influencent de la même manière leurs opportunités de réussite.

<http://miady.110mb.com/>

● *Echange, réciprocité et innovation dans une communauté paysanne*

Dans le numéro 292 de la Revue Economie Rurale qui vient de paraître, on peut lire un article de Frédéric Gannon (Université du Havre) et Frédéric Sandron (IRD) qui traite de Madagascar.

Echange, réciprocité et innovation dans une communauté paysanne. Une lecture conventionnaliste

Cet article s'intéresse aux implications des mécanismes d'entraide, de réciprocité et d'échange sur l'adoption ou la non-adoption de l'innovation dans les pays en développement. Une conceptualisation de ce thème est proposée dans le cadre des théories néo-institutionnelles et conventionnalistes. L'analyse s'appuie sur des données d'enquêtes, des entretiens et des observations de terrain en milieu rural à Madagascar. L'idée générale est de montrer comment une convention locale de solidarité, le fihavanana, peut devenir un frein à l'adoption de nouvelles techniques dans la mesure où elle autorise un transfert à la communauté dans son ensemble des risques liés à l'innovation individuelle.

<http://www.sfer.asso.fr/>

● *Dynamiques rurales à Madagascar*

L'Institut National de la Statistique (INSTAT), la cellule du Réseau des Observatoires ruraux de l'EPP/PADR, l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et DIAL ont organisé le 23 et 24 avril 2007 un colloque scientifique sur les « Dynamiques rurales à Madagascar : perspectives sociales, économiques et démographiques ». Ce colloque s'est tenu à Antananarivo. Les communications ont portées sur les thématiques suivantes:

- Conditions de vie des ménages : question de mesure
- Stratégies de ménages
- Education et travail des enfants
- Facteurs de mobilité sociale
- Projets, programmes et politiques publiques de développement

Les communications sont disponibles sur le site de DIAL.

<http://www.dial.prb.fr>

● *Madagascar Contemporain et les Objectifs du Millénaire pour le Développement*

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement doivent être accomplis d'ici 2015. Comment Madagascar s'achemine-t-il vers cet objectif ? Un colloque est organisé sur ce thème par l'Université d'Antananarivo (Institut de Civilisations/Musée d'Art et d'Archéologie) et le Département d'Anthropologie Sociale et Culturelle de la *Vrije Universiteit Amsterdam*, Pays-Bas. Il se déroulera à Antananarivo du 20 au 22 septembre 2007.

Le Colloque vise particulièrement à constituer une plate-forme d'échanges d'idées entre les ONG, les décideurs, les chercheurs et autres intervenants en matière de développement. Trois thèmes seront abordés :

- Foncier, gestion des terres, pauvreté et démocratisation
- Développement durable et communautés locales -
- Accès aux soins, condition féminine et enseignement

Les résumés doivent être envoyés avant le 1er juin 2007 (maximum : 400 mots) avec un court C.V. des auteurs (maximum : 100 mots).

Comité d'organisation de la Conférence
ICMAA, 17 rue Dr Villette, Isoraka, Antananarivo
E-mail: conference.madagascar@gmail.com



Recherches en cours

Le 26 mars 2007, Jerome Rakotovazaha a soutenu une thèse de doctorat en démographie à l' Université Paris-V, sous la direction de Frédéric Sandron (IRD). Sa thèse est intitulée Population et développement à Madagascar : l'enjeu des structures associatives.

Malgré le rôle croissant joué par les associations et les ONG depuis une vingtaine d'années à Madagascar, on constate une faible performance des programmes de développement. La question qui est posée dans cette thèse est de savoir si cela est imputable au fait même de confier aux structures associatives la mise en place des programmes de développement ou si c'est la méthodologie d'application qui est en cause. Il ressort des enquêtes et des entretiens menés dans une commune rurale des Hautes Terres malgaches que les paysans sont effectivement réticents à adhérer à des projets associatifs à vocation économique, d'une part parce que la plupart d'entre eux sont tellement pauvres qu'ils ne peuvent se permettre de prendre le moindre risque en matière de production agricole, d'autre part parce que l'échec des expériences du passé les ont rendus extrêmement méfiants vis-à-vis de tout regroupement professionnel. Les formes et les modalités d'association efficaces en lesquelles les paysans auraient confiance sont encore à définir.



Evénements

- Le G.I.S. Socio-économie de l'habitat (Université Paris I Panthéon Sorbonne - INED - CNRS), et le laboratoire LADYSS CNRS, organisent une journée d'étude le 22 mai 2007 destinée aux jeunes chercheurs (doctorants et post-doctorants) sur le thème "Le logement et de l'habitat comme objets de recherche". Elle vise à assembler de jeunes chercheurs travaillant sur le logement et l'habitat et à renforcer le dialogue pluridisciplinaire, en s'interrogeant sur la manière dont chaque discipline définit, analyse et constitue la question du logement et de l'habitat comme objet d'étude.

<http://resohab.univ-paris1.fr/default.php>

- *Démographie et Cultures. 15e colloque de l'AIDELF (Québec, Canada)*

Le 15e colloque de l'Association Internationale des Démographes de Langue Française (AIDELF) se tiendra à Québec du 25 au 29 août 2008. Il portera sur *Démographie et Cultures*. Le programme du colloque est organisé autour des cinq axes suivants : histoire et théories ; concepts, mesures, méthodes ; transmissions des pratiques culturelles et modèles familiaux ; changements démographiques et systèmes de valeurs ; minorités et majorités : approches rétrospectives et prospectives. Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur le site de l'AIDELF

www.aidelf.org

● *The 9th Asian Urbanization Conference*

La neuvième conférence sur l'urbanisation en Asie aura lieu du 18 au 24 août 2007. Cette Conférence se déroulera à Chun-cheon City (République de Corée) et elle est organisée par l'Asian Urban Research Association (AURA). Elle traitera des différents processus d'urbanisation en Asie et de ses conséquences sociales, politiques et économiques.

<http://webspaceship.edu/aura/>

● *Sexe(s) de l'espace, Sexe(s) de l'espace, sexe(s) dans l'espace...*

Pour la cinquième année consécutive, l'association Doc'Géo organise la Journée de la Géographie (événement en partenariat avec l'École Doctorale Histoire Géographie, la MSHA et l'UMR ADES) afin de permettre un regard croisé avec toutes les disciplines (sociologie, ethnologie, anthropologie, psychologie, psychanalyse, histoire, littérature, philosophie, droit, sciences économiques, politologie, biologie, géologie, physique, ...) sur les thèmes et outils géographiques. Ouverte aux Masters, Doctorants, Post-doc, elle s'adresse en priorité aux chercheurs. La cinquième journée aura pour thème *Sexe(s) de l'espace, Sexe(s) de l'espace, sexe(s) dans l'espace...* Elle aura lieu le 22 mai 2007, à la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine (MSHA).

<http://www.u-bordeaux3.fr/geo/outils/ressources.htm>

● *Démographie et santé*

Le 15^{ème} Colloque national de démographie de la Conférence Université de démographie et d'étude des Populations se tiendra à Bordeaux les 21, 22, 23 et 24 mai 2007. Il portera sur la *Démographie et la santé*. Il se déroulera en 6 séances :

- Mortalité et morbidité différentielles
- Santé et comportements démographiques
- Dynamique des épidémies
- Environnement et santé
- Démographie et politiques de santé
- Sources et mesures

Des informations plus détaillées sont disponibles à l'adresse suivantes :

adelf.isped.u-bordeaux2.fr/INFOS/DOCS/Programme%20CUDEP%20BDX%202007.pdf



Ce numéro a été coordonné par Clotilde Binet (Université Paris X - IRD) et Bénédicte Gastineau (IRD - LPED). Si vous souhaitez nous envoyer vos commentaires sur ce numéro de BIP ou des informations pour le numéro suivant, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : benedicte.gastineau@ird.fr